

Périodique trimestriel du CESEP ASBL
septembre | octobre | novembre 2011

n° 87

Centre Socialiste d' Education Permanente ASBL
RPM Nivelles 0418.309.134.
rue de Charleroi 47 1400 Nivelles - tél. : 067/219 468 - 067/890 866 - Fax : 067/210 097
Courriel : secouezvouslesidees@cesep.be www.cesep.be

Belgique — België
P.P.
Bureau de dépôt
1099 - Bruxelles X
6/934

P701314

secouez-vous les idées

Dans ce numéro n°87

L'évaluation aujourd'hui par Sylvie-Anne GOFFINET

Évaluations prescrites et évaluations orientées vers l'action. Actuellement, les associations doivent répondre à des exigences toujours plus précises posées par les pouvoirs subsidiaires, notamment en termes quantitatifs, et ce sur des périodes parfois de plus en plus courtes. Or, pour la plupart, leur action est avant tout une action qualitative, qui s'étend sur le moyen et le long terme. p.4

Ibakusha par Éric VERMEERSCH

" La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes de l'homme ". 1945, Albert Camus, aux lendemains de Hiroshima. Les ibakusha sont des parias dans la société japonaise ... et en Belgique ? p.7

Internet est-il révolutionnaire ? Par Jean-Luc MANISE

Des espaces de liberté, de rébellion au sein de la blogosphère. Un média à nul autre pareil, capable en Tunisie et en Égypte de renverser un pouvoir et en Italie de donner 42 élus au parti en ligne de Beppe Grillo. C'est dans ce contexte qu'Evgeny Morozov publie un livre intitulé " l'illusion du net ". Le chercheur biélorusse est sceptique quant à la dimension révolutionnaire du Web. p.10

Parcours de formateur : Maud VERJUS

par Florence DARVILLE p.24

Articulation n°46 : Le Livre, la Lecture et la Bibliothèque par Cécile PAUL

En Communauté française, depuis plusieurs années déjà, le Réseau public des bibliothèques a amorcé un tournant important. Un nouveau Décret a vu le jour en 2009. Il institue le passage de la bibliothèque " institution de prêt " à la " bibliothèque projet ", ancrée sur son territoire, en lien avec les publics et les acteurs culturels, socio-culturels, de la formation locaux. Il s'accompagne de projets multiples reliant sous des angles parfois très différents les questions de l'accès de tous à la lecture, aux livres, à la bibliothèque. p.12

Agenda des formations





SOMMAIRE

Edito [3]

Mes oncles d'Amérique
par Éric VERMEERSCH

Balises

L'évaluation aujourd'hui [4]
par Sylvie-Anne GOFFINET

Ibakusha [7]

par Eric VERMEERSCH

Chroniques du numérique [10]

Internet est-il révolutionnaire ?
par Jean-Luc MANISE

Articulations n°46 [12-23]

Le livre, la lecture et la bibliothèque
par Cécile PAUL

Parcours du formateur [24]

Laure VERJUS
par Florence DARVILLE

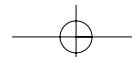
Ailleurs [26]

par Daniel ADAM

Agenda des formations [1-12]

A l'action culturelle
Monde associatif - Tout public
Actions, projets et coordination
Nouvelles technologies
Logiciels libres
Sous windows

Bulletin d'inscription [11]



édito

3



Mes oncles d'Amérique,

Tout ce temps pour enfin vous écrire ! Je dis souvent " la famille, c'est les amis que l'on ne choisit pas ". Des gens comme vous ne peuvent être mes amis. Je lève les yeux au ciel et je porte ma main au cœur quand je pense à ceux que j'aime, " les lignes et les étoiles " me laissent de marbre. Je me suis toujours méfié de vous mes oncles. Votre conception de la liberté me répugne. La loi du plus fort ! Et cette façon que vous avez de l'imposer. Frappes chirurgicales ou caisses de \$, le résultat est le même. Votre grande maison aussi me glace les os. Des armes aux côtés des croix ! Des bibliothèques dont les rayonnages scandent " tu ne tueras point " aux murs de ce long couloir, lugubre, peuplé d'âmes aux yeux hagards. Et la chaise, tout au fond. Ce trône qui attend l'élu du royaume des morts. Nous n'avons décidément pas les mêmes valeurs.

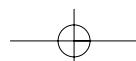
Je m'inquiète cependant pour vous mes oncles. Pourtant, il y a peu, j'ai eu quelques espoirs. C'est encore vous, oncle Tom, qui m'avez agréablement surpris. Je ne camperai pas dans les rocheuses avec vous mais, de ce duo, vous êtes mon préféré. D'un geste franc, vous aviez noirci la bonne case oncle Tom. " Idées noires à la Maison Blanche " Hollywood des années d'or. Un film qui allait casser la baraque ! Le héros a commencé fort, il fallait fêter cela. Un super cocktail et un toast, le premier de votre histoire, à la santé de tous.

Hélas, oncle Sam, vous avez tout gâché. Il suffit qu'oncle Tom crie " oui, nous pouvons " pour que vous répliquez " jamais,

démerdez-vous tout seuls " c'est plus fort que vous, le terroir, rien que le terroir. Sans doute n'avez-vous pas supporté le cocktail. Trop de cognac, de genièvre, de schnaps et d'aquavit, pas assez de kentucky bourbon. Du coup, vous avez pris le parti de ne plus boire que du thé. Il y a longtemps, vous pouviez encore avoir une vision positive de l'avenir. Vous étiez l'illustration d'un rêve. Au moins, c'était respectable. Vous vous raccrochez aujourd'hui à des valeurs surannées. Vous n'êtes plus qu'une caricature. Votre musique sonne faux. Pour vous, une blanche vaut deux noires. Vous vous perdez oncle Sam et entraînez tout le monde avec vous. Votre " chemin américain de la vie " s'enfonce dangereusement dans le tumulte du Grand Canyon, vous éloignant chaque jour un peu plus de l'Eldorado.

Je vous entends déjà mes oncles : " ne te plains pas, tu verras quand tu écriras à oncle Li et oncle Chang ". Peut-être. Personnellement, je vois les choses autrement. J'aimerais choisir ma famille et inviter tout le monde à un grand banquet : tante Luz et oncle Tom, oncle Li et tante Ashna, tante Hanane et oncle Traoré, oncle Alberto et tante Juliette. Je vous le promets mes oncles, je leur écrirai plus souvent.

Eric VERMEERSCH
Août 2011



4 balises

Explorer, anticiper, comprendre, tels des baliseurs, nous posons des repères sur lesquels les professionnels peuvent prendre appui pour construire, conduire leurs actions, exercer leurs métiers.

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

L'évaluation aujourd'hui

Evaluations prescrites et évaluations orientées vers l'action

Actuellement, les associations doivent répondre à des exigences toujours plus précises posées par les pouvoirs subsidiaires, notamment en termes quantitatifs, et ce sur des périodes parfois de plus en plus courtes. Or, pour la plupart, leur action est avant tout une action qualitative, qui s'étend sur le moyen et le long terme.

Nous avons rencontré Cécile Paul du CESEP qui accompagne les associations dans la mise en place de processus d'évaluation. En nous livrant son analyse de la situation actuelle, elle nous dit qu'au-delà de l'évaluation qui leur est demandée institutionnellement, et qui pour une bonne part relève de la justification, il reste aux associations une marge de manœuvre essentielle pour introduire dans leurs pratiques d'évaluation des éléments d'analyse plus qualitatifs. En mettant volontairement ce type d'informations à la disposition des pouvoirs publics ou des pouvoirs organisateurs, elles contribuent à faire évoluer les conceptions de l'évaluation dans le secteur associatif et, dans la foulée, les politiques mises en place...

Les évaluations attendues

S-A.G : Quel type d'évaluation les associations sont-elles aujourd'hui amenées à fournir ?

C.P : On assiste ces derniers temps à une exigence d'évaluation qui est reposée dans quasi tous les décrets. Néanmoins, ce qui est attendu sous le vocable 'évaluation' peut recouvrir des concepts et des pratiques en réalité très diversifiés : justification de moyens, justification de volumes d'activité, évaluation des objectifs de l'action et de sa mise en œuvre, autoévaluation... Les attentes étant différentes en fonction des décrets, des conventions ou des appels à projets, cela donne lieu sur le terrain à beaucoup de confusions.

S-A.G : Quels sont les autres constats en matière d'évaluation sur le terrain ?

CP : Depuis de nombreuses années, sous la pression des chiffres à fournir, il y a un rétrécissement de la question de l'évaluation vers le quantitatif. La tendance est générale, et les gens confondent littéralement 'justification' et 'évaluation d'un projet' (vérifier si l'on a rempli ses principales missions, touché de nouveaux publics, atteint ses objectifs, fait de bons choix

méthodologiques...). La justification fait partie de l'évaluation mais ce n'en est qu'une toute petite partie. Elle résulte d'une demande qui est légitime de la part d'un pouvoir subsidiant octroyant des moyens financiers mais, concrètement, elle demande la mise en place d'outils de gestion qui sont différents de ceux nécessaires pour l'évaluation intrinsèque de l'action. Souvent, la confusion de ces deux notions donne lieu sur le terrain à des pratiques d'évaluation, notamment en termes de choix d'indicateurs, fortement limitatives et souvent incohérentes. Les gens ne comprennent plus ce qu'ils sont en train d'évaluer.

De même, les 'évaluations' sont encore généralement réalisées annuellement (ou par semestre, voire par trimestre) alors que l'on se trouve dans un secteur où l'on travaille avec des publics et sur des processus (apprentissage, accès à la culture, participation, citoyenneté, éducation permanente...) qui durent beaucoup plus longtemps et dont le difficile quotidien de la mise en œuvre s'encombre peu d'une planification conforme à l'année scolaire ou calendrier ! On demande parfois aux gens d'évaluer s'ils ont atteint leurs objectifs dans des durées de temps qui ne sont pas du tout cohérentes par rapport à la durée des projets sur lesquels ils travaillent. Dans le même ordre d'idées, il y a parfois dès le départ une contradiction entre la durée de subventionnement d'un projet et le résultat attendu qui demande un investissement sur une durée beaucoup plus longue. Si l'évaluation est bien menée, elle ne peut que confirmer cet état de fait. Cela ne veut pas dire que les gens n'ont pas travaillé, et que ce qu'ils ont fait sur le temps donné n'était pas pertinent, au contraire. Cela permet juste d'acter que l'évaluation n'est pas le moment où on tente de démontrer envers et contre tout la réalisation d'un objectif déjà irréaliste au départ.

Ce qu'on note aussi dans le secteur, c'est une introduction progressive des méthodes d'évaluation qui viennent du privé, en ce compris tout ce qui relève de l'évaluation du personnel, de son parcours professionnel, de sa motivation... On constate souvent une confusion entre 'l'évaluation de projets' et 'l'évaluation individuelle des travailleurs' dans une organisation. La première relève du pilotage de l'action au sens large, et la seconde de la gestion des ressources humaines, plus individuelle. Or, les moments, les lieux sont parfois les mêmes et cela pose d'énormes questions tant méthodologiques qu'éthiques. Dans une organisation, il y a évidemment un lien entre ces deux notions mais une fois encore les outils et les pratiques sont fondamentalement différents.

S-A.G : Pourquoi les associations sont-elles aujourd'hui amenées à se faire accompagner pour réaliser leur évaluation ?

C.P : Cela fait plus d'une dizaine d'années que le CESEP propose pour le secteur associatif des formations à l'évaluation. Mais pas n'importe lesquelles : nous tentons d'amener les équipes à réintégrer l'évaluation comme processus continu qui questionne le sens de l'action et les pratiques professionnelles. Néanmoins, il est vrai que ce n'est que depuis 4-5 ans que les associations font plus systématiquement appel à nous. Pourquoi cela s'est-il accéléré ? Parce que, de manière transversale aux différents secteurs, le concept de 'l'autoévaluation' s'est imposé dans de nombreux décrets ces dernières années et que, paradoxalement, malgré son intérêt au regard de tout ce que j'ai raconté précédemment, sa mise en œuvre est loin d'être facile. Pour faire simple, en plus de la justification de l'utilisation des moyens, il est demandé aujourd'hui à bon nombre d'associations de construire elles-mêmes une démarche d'évaluation plus qualitative à moyen terme (généralement le temps d'un contrat-programme) sur leur plan d'actions, d'en livrer une analyse, et d'en dégager des perspectives. En soi, il s'agit d'une bonne évolution dans le sens où l'on oblige institutionnellement les gens à repenser un peu plus qualitativement l'évaluation, et à apprendre à construire ce processus au regard de leur spécificité sectorielle, de territoire, de public(s)... Mais cela pose une difficulté essentielle : c'est un peu comme si on faisait au quotidien du 180° : entre la grille préformatée dans laquelle depuis des années je dois introduire des données qui n'ont pas toujours beaucoup de sens pour moi et... la page blanche, intitulée également 'évaluation', où tout est possible, la panique est un peu généralisée ! Comment s'outiller méthodologiquement pour pratiquer l'autoévaluation et objectiver les pratiques ? Par qui cette autoévaluation doit-elle être menée dans les organisations ? avec qui ? pour qui ? Ce sont des questions qui sont aujourd'hui quotidiennes dans les associations. Par ailleurs, chacun sait que l'évaluation pose énormément de questions en termes de fonctionnement d'équipe, en termes organisationnels et institutionnels. Elle interroge bien d'autres choses que les activités en elles-mêmes. Ce serait donc unurre de croire que toutes les associations y sont acquises avec la même ouverture.

Parfois, nous jouons aussi un peu le rôle de 'pompier'. On nous appelle quand la situation devient critique, qu'il est nécessaire de questionner le projet, sa place dans l'organisation... Nous accompagnons les équipes. Heureusement, je crois sincèrement que l'augmentation de la demande d'accompagnement vient aussi fondamentalement d'une envie des associations de mieux évaluer, d'aller chercher les bonnes informations, de gagner en crédibilité en matière d'analyse et de questionnements, tout simplement pour mieux valoriser et défendre leur projet.

L'accompagnement ce n'est cependant pas seulement une question de compétences méthodologiques. L'enjeu de se faire accompagner, pas seulement par un intervenant externe d'ailleurs, c'est aussi d'avoir quelqu'un de 'bienveillant' qui vient interroger différemment les choses. Par essence, c'est très difficile de s'autoanalyser, de poser un regard à la fois juste et décalé sur ses pratiques, d'oser se poser les bonnes questions et d'aller chercher les informations qui permettent d'y répondre.

Pour sortir des discussions où l'on reste sur l'impression (" je pense que ", " je crois que ", " j'ai le sentiment que "), pour par exemple enfin distinguer 'évaluation' (" ce que nous avons fait était cohérent, pertinent... ") et 'satisfaction' (" nous sommes ou ils sont contents "), il est nécessaire de mettre en œuvre des pratiques d'évaluation qui tiennent un tant soit peu la route. C'est surtout en cela que nous accompagnons les équipes. Quand on dit par exemple qu'un stagiaire a été 'acteur' de son

processus de formation, qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que l'on compte le nombre de fois où il a été présent, ou est-ce que l'on observe, au cours du processus de formation, la manière avec laquelle il a pris sa place dans le groupe ou dans le parcours qui lui a été proposé ?

Ce qui est très compliqué pour nous, c'est de démythifier l'évaluation, de montrer l'intérêt qu'elle peut avoir, sans pour autant qu'elle devienne un frein à la mise en place des activités.

Les évaluations souhaitables

S-A.G : Du point de vue des bénéficiaires cette fois, quelles seraient les évaluations 'souhaitables' ?

C.P : Fondamentalement, dans une organisation comme Lire et Ecrire, elles seraient pour moi au moins de deux types. Il y a d'une part l'identification des acquis des apprenants : avec quoi repartent-ils concrètement comme bagage après leur passage dans vos groupes (lecture, écriture, compréhension du monde,...) ? En corollaire, il s'agit au minimum de nous interroger comme professionnels sur les contextes ayant facilité ou non ces apprentissages, et sur la pertinence de nos méthodes (formation, animation, accompagnement individualisé...) et outils de travail. L'autre niveau d'évaluation qui me paraît souhaitable concerne bien entendu leur parcours chez vous et les processus qui l'accompagnent : quel chemin avons-nous parcouru ensemble ? qu'en avons-nous appris ? qu'en avons-nous fait ? que l'apprenant soit allé ou non au bout de la formation. On a fait un trajet avec un certain nombre de stagiaires ; certains nous ont quittés, d'autres sont restés. C'est intéressant de recueillir des éléments d'évaluation qui portent sur tous les trajets, et pas seulement sur ceux qui sont 'valorisables' en termes de subventionnement. En quoi les parcours, quels qu'ils soient, ont-ils été constructifs ou non ? difficiles ou non ? En quoi ont-ils nourri un processus plus large de construction personnelle, collective ? Etc. Poser ces questions, analyser ces résultats et les diffuser, c'est s'obliger à colorer un peu les indicateurs parfois simplistes et fortement individualisés qui réduisent chaque stagiaire à son seul statut de participant 'modèle', 'consommateur', ou 'perdu' dans une formation !

De mon point de vue, l'évaluation souhaitable pour les bénéficiaires, c'est bien entendu aussi celle qui est fondamentalement conçue pour interroger les pratiques professionnelles, et plus largement les politiques. D'où l'immense enjeu de rompre avec l'autocensure ambiante, ou à l'inverse l'autocongratulation, et d'oser rendre publiques des analyses de qualité, réalisées en interne, qui objectivent et éclairent les modes d'intervention, les processus, leurs résultats, leurs impacts. L'enjeu de l'évaluation est bien à mon sens qu'il y ait une forme d'adéquation continue des politiques et des pratiques à la réalité, aux attentes et aux besoins sociaux actuels, et de certains publics en particulier. S'il n'y a pas cette perspective, l'évaluation n'a pas beaucoup d'intérêt pour les bénéficiaires. Elle devient uniquement un outil de gestion organisationnelle.

S-A.G : Quelles sont les conditions à la réalisation d'une évaluation telle que vous la défendez au CESEP ?

C.P : Mettre en œuvre ce type de pratiques nécessite du temps mais permet vraiment d'en gagner par la suite. Cela permet de ne pas répéter plusieurs fois les mêmes erreurs par exemple ou, plus fréquemment, de se tromper d'hypothèse dans la réorientation d'un projet. Cela exige aussi, idéalement, que l'ensemble de l'organisation, les travailleurs, les bénévoles, le conseil d'administration... clarifient quels sont leurs enjeux et leurs intérêts dans le processus d'évaluation et quelle place ce processus doit prendre dans le quotidien de l'association : que veut-on évaluer ?

pourquoi est-ce important pour nous ? à quoi cela va-t-il servir ? comment allons-nous nous y prendre ? ...

Tout simplement, il faut aussi qu'au niveau organisationnel ou institutionnel, il y ait un espace qui permette de penser et de travailler dans ce sens : est-ce que l'on peut sereinement interroger les pratiques ? est-ce que l'on peut travailler par essais et erreurs, interrogations, réajustements ? est-ce qu'il y a un espace pour de nouvelles propositions, pour amener, avec un peu de souplesse, un certain nombre de changements ? Si l'on s'engage dans l'évaluation sans garantie (ou sans volonté) de pouvoir un minimum aménager le futur au regard des résultats obtenus, la situation risque rapidement de devenir inconfortable...

Une autre condition, et on en a déjà parlé, est que l'information puisse circuler dans l'association, même de façon confidentielle, et que les évaluations, en tant que pratiques, puissent être considérées et vécues comme des démarches en soi constructives. Cela nécessite par exemple, au niveau d'une équipe, qu'il y ait une relation de confiance suffisamment construite pour que des informations et des questions qui sont essentielles à l'évaluation de l'action puissent être amenées par les travailleurs et débattues.

S-A.G : La participation des bénéficiaires à l'évaluation est-elle pertinente ?

C.P : On observe sur le terrain bon nombre de lieux où les bénéficiaires "participent" effectivement à l'évaluation des projets. En soi, c'est positif et important. Néanmoins, d'un point de vue méthodologique mais surtout éthique, je ne suis d'accord avec ces pratiques que si elles veillent, dans leur mise en œuvre, à ce que cette participation ne soit pas unurre, et que l'on ne soit pas en réalité dans une instrumentalisation des publics. Pour être intellectuellement honnête, la participation des bénéficiaires à l'évaluation demande un investissement très important. Elle demande surtout d'avoir notamment clarifié les questions suivantes : est-ce que le contenu, les enjeux de l'évaluation ont été définis/clarifiés ensemble ? est-ce que l'évaluation est réalisée dans un langage/sur un contenu auxquels les bénéficiaires ont accès et dont ils ont la maîtrise ? les conditions (matérielles, temps, relations de pouvoir...) dans lesquelles l'évaluation est réalisée sont-elles adaptées ? permettent-elles la prise de parole, le positionnement ? les bénéficiaires auront-ils accès à l'analyse finale des informations recueillies ? pourront-ils participer à la définition et peut-être à la mise en œuvre des nouvelles perspectives ? ...

Par ailleurs, il est important de préciser que 'faire parler' ou 'faire écrire' les bénéficiaires n'est pas toujours de la plus grande pertinence du point de vue de l'évaluation, loin de là. Pour rappel, l'observation, qui se pratique dans d'autres secteurs de travail (petite enfance, travail social, ...) reste fondamentalement de la responsabilité du professionnel. Ce n'est pas parce que les bénéficiaires 'peuvent' aujourd'hui être acteurs de beaucoup de choses dans les associations, dont l'évaluation, qu'il faut leur faire porter des responsabilités qui ne sont pas les leurs. À titre d'exemple, c'est notamment le cas lorsqu'on leur demande de se positionner sur les compétences pédagogiques, d'animation, relationnelles d'un formateur ou d'un animateur.

Personnellement, cela me pose question.

S-A.G : Dans le concret, comment mettre en place une telle évaluation, plus qualitative, qui demande du temps ?

C.P : Il faut savoir que c'est matériellement et intellectuellement impossible de tout évaluer. C'est justement là l'intérêt de réfléchir anticipativement à l'évaluation, pour pouvoir identifier à l'avance ce qui est important à évaluer, et se donner une

chance d'y arriver. Il s'agira alors de se concentrer sur l'évaluation approfondie d'un ou deux projets par an, c'est-à-dire des projets pour lesquels il y a véritablement un enjeu (volonté de toucher un nouveau public, changement radical de méthodologie de travail, décentralisation d'une ou plusieurs activités, création d'un nouveau partenariat,...). Soit là où il y a un intérêt particulier à construire un processus d'évaluation qui tienne la route dans le temps, à faire participer un certain nombre d'acteurs à cette démarche, bref à mettre en place une dynamique intéressante.

Articulation entre l'attendu et le souhaitable

S-A.G : Y a-t-il des contradictions entre les évaluations attendues et les évaluations souhaitables ?

C.P : Aujourd'hui, dans les évaluations qui sont rentrées aux pouvoirs publics notamment, les acteurs de terrain osent encore peu, au-delà des chiffres, 'mettre les choses à plat'. Cette autocensure, bien légitime et compréhensible par ailleurs, empêche le passage de certaines informations essentielles qui aideraient pourtant à la compréhension et à la prise en compte des situations du terrain, avec ses difficultés, ses spécificités, mais aussi toutes ses belles histoires... C'est évidemment à nouveau toute la question du statut et du regard qui va être posé sur l'évaluation qui sont en jeu : à qui l'évaluation est-elle destinée ? qui va la lire, avec quelles 'lunettes'... ? l'évaluation a-t-elle un but formatif ? certificatif ? est-elle sanctionnante ? Pour favoriser une évaluation qui soit plus proche du souhaitable, il est important que les réponses organisationnelles et institutionnelles à ces questions soient plus claires à l'avenir que ce qu'elles ne le sont aujourd'hui. À l'inverse, il est important que petit à petit les associations osent intégrer dans leurs 'rapports', notamment via l'autoévaluation, le contenu de certaines analyses qui leur paraissent pertinentes et susceptibles de nourrir les choix en matière de politiques futures.

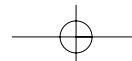
Par ailleurs, on ne peut nier qu'aujourd'hui, l'évaluation plus qualitative reste le parent pauvre en termes de valorisation institutionnelle. Pragmatiquement, les responsables d'associations n'ont pas tout à fait tort quand ils pensent que, dans les informations transmises à leurs pouvoirs organisateurs ou pouvoirs subsidiaires, les analyses qualitatives n'en mèneront pas large et n'auront absolument aucun poids en termes de reconnaissance, de subvention, de sponsoring... au regard des données chiffrées, pragmatiques, vérifiables... À nouveau, il y a là tout un travail à faire, pour valoriser non pas la duplication mais bien la complémentarité de la recherche de différents types d'informations.

S-A.G : Comment les associations peuvent-elles sortir de cette contradiction si finalement elle correspond effectivement à une réalité ?

C.P : Quand nous intervenons dans les associations, nous essayons de démythifier la question de l'évaluation en revenant à la base : repositionner fondamentalement l'évaluation comme une exigence de travail d'équipe, comme un moment inhérent à la gestion de projet, et comme un levier pour l'adaptation et le changement. Évaluer et rendre des rapports sont deux choses différentes, qui appellent quasi deux métiers différents. Mais bien sûr, pour toutes les raisons évoquées plus haut, nous pensons qu'il est essentiel que l'un nourrisse l'autre.

Propos recueillis par Sylvie-Anne GOFFINET Lire et Ecrire Communauté française

1. Propos recueillis par Anne-Sylvie Goffinet, article à paraître dans la revue " Le journal de l'alpha " publiée par Lire et Ecrire, n°89, septembre 2011.



Ibakusha

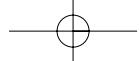
Première partie

Il pensait souvent à cette douce nuit de printemps. La petite dormait dans sa chambre. Niva et lui, un verre d'un grand cru local à la main, se bercraient des néons qui scintillaient sur la cité. Ils s'amusaient à voir le grand fleuve qui en sortait. Cette ville millénaire, ardente, lumière ou éternelle, leur tirait la langue avec provocation. Il ruisselait de bonheur. Sa compagne, la petite, reine à l'étage, un doudou entre les doigts, le fleuve et la ville étaient à ses côtés. Sa ville ! Il y était né, comme ses parents et y avait grandi, étudié, connu ses premiers émois, reçu ses premières griffures. Souvent, il lui semblait qu'elle était sa maîtresse. Il en éprouvait de la gêne mais il ne pouvait la quitter. Il l'avait plaquée une seule fois. Il s'était éloigné des collines de ses seins où il aimait tant se balader, il avait ôté ses mains des dessous en dentelle de sa cathédrale. Il était parti sous les tropiques, à la poursuite des songes de ses nuits. Niva avait frappé à la porte de son cœur. Morphée, ce facétieux réalisateur, ne l'avait pas préparé. Il ne fallait pas répéter cette scène pour que le public applaudisse à tout rompre. Il était resté quelques mois au village avec Niva. Elle savait que sa maîtresse lui manquait. A quoi bon lutter ? Elle n'était pas dangereuse. Ils étaient tous deux revenus vivre à ses côtés. Sarah était née, pour combler encore un peu plus leur bonheur. Ils avaient fort envie de lui donner un petit frère ou une petite sœur.

Une voix nasillarde était sortie des entrailles de la rue, demandant aux habitants de fermer portes et fenêtres. Les noctambules devaient rentrer au plus vite, jeter leurs vêtements devant leur porte et se doucher. Niva et lui-même, passé la surprise, trouvaient surtout cela amusant. Se déshabiller au jardin et prendre une douche ensemble, pour bien se laver le dos ! Ils pouvaient encore s'amuser comme des enfants. La fatigue et le bonheur l'avaient emporté sur la curiosité. Sitôt douchés, sitôt couchés ! La même voix les avait réveillés, tôt le matin. Elle était encore loin mais se rapprochait. Sans doute allait-t-elle annoncer la fin de l'alerte. Ils s'embrassaient, confiants mais la voix s'amplifiait. Leur cœur battait la chamade. Ce n'était pas le simple pointeau de l'inquiétude, qui vous picote le corps et la tête, c'était le pieux de la mort qui attaque les premières chairs. L'impossible tragédie avait débuté quelques heures auparavant. Un réacteur d'une centrale proche avait explosé. Ils seraient évacués bientôt. Un fond de vin restait dans la bouteille. Il fut tenté de le partager avec Niva mais n'y toucha pas. Il comprit qu'ils n'en boiraient plus jamais.

La vie battait la semelle dans les couloirs. Les soignants du jour remplaçaient ceux de la nuit. Lui et Niva étaient encore couchés. Leur corps ne faisait qu'un. Main dans la main, épaule contre épaule, ils se soutenaient ainsi depuis trois mois. Une éternité. S'ils parvenaient à entrevoir le sommeil, tapis au fond du couloir de la somnolence, dès qu'ils s'y avançaient, ils ne trouvaient que l'incertitude, la peur, le découragement et la rage en vedettes du film qui défilait sur la toile de leurs nuits blanches. Ils tremblaient pour Sarah. La petite, leur trésor, se remettait lentement. Les radiations, inodores, incolores, insipides, invisibles, sont aussi lâches que les lions face au jeune zèbre. Les enfants, fragiles et inno-

cents, sont leurs premières victimes. Comme il s'en voulait ! Il s'intéressait pourtant aux combats des hommes. Il n'était pas naïf. Sa fille voyait encore le monde dans un camaïeu de rose, s'attribuant le plus éclatant pour être la plus jolie des princesses. Mais lui ! Il savait que la vie puisait allégrement dans la palette des gris. Ainsi, quand la pluie frappait aux carreaux, il était persuadé qu'elle insistait pour salir le parquet, faire des auréoles sur les rideaux, lui glacer les os. Il en avait parlé à Niva. Elle ne se faisait pas le même film. Pour elle la pluie était d'une timidité maladive. Là-bas, dans le sud, pour ne pas déranger, elle tombait sur la pointe des pieds et s'évaporait parfois avant un repos salvateur. Ainsi, Niva pensait qu'en nos contrées, la pluie devait surmonter sa réserve par désespoir. Quand elle s'acharnait à la fenêtre, elle voulait juste entrer quelques minutes, se réchauffer un peu, retrouver sa légèreté et retourner dans le nuage de son enfance. Elle avait ajouté que dans son pays Vaudou, des esprits pouvaient prendre le contrôle des gens. Cela s'était passé ici. Des brasseurs d'argent, des ingénieurs, des scientifiques, des décideurs, avaient manipulé les esprits de bon nombre de citoyens. Ces derniers, comme les cobras, dansaient devant la flûte de tous ces charmeurs, inconscients du danger. Lui et Niva avaient vécus des nuits interminables à se parler, à partager leurs angoisses et leurs espoirs. Ils venaient cependant de passer une nuit dans le silence, collés l'un à l'autre sous la couette de leurs rêves. Le soir précédent, un médecin leur avait apporté une bonne nouvelle. Sarah était sauvée.



Ils se préparaient à partir tous les trois. Ils étaient vivants. Vivants ? L'étaient-ils vraiment ? Ils jouaient toujours dans cette pièce douce amère de la vie. Ils n'étaient pas de ces milliers sur qui le rideau était déjà tombé. Ils ne seraient pas de ceux, innombrables, qui livraient encore une bataille de souffrances pour garder leur rôle de figurants. Ils étaient aujourd'hui des Ibakusha¹. Les rayons avaient lézardé leur corps. Des pans entiers pouvaient craquer, demain, dans trois ans, ou dix ou vingt. Ils restaient dans la compagnie des acteurs, en sursis, selon le bon vouloir d'un metteur en scène implacable. Leur futur petit prince charmant, l'autre petite princesse, resteraient à jamais lovés dans la boîte aux regrets. Sarah aurait-elle la joie d'enfanter un joli quarteron ? Elle aurait peut-être cette chance. Son enfant pourrait-il grandir, la santé serait-elle sa compagne dans la vie ? Ils le souhaitaient tous les deux. La ville, cette maîtresse que Niva avait pu si facilement apprivoiser, était morte pour des siècles. Ils ne la verraien plus jamais, même de loin. Un rêve fous leur permettait de faire le deuil de cette séparation. Qu'un jour, un lointain descendant grandisse dans ses jambes avant de glisser voluptueusement la main dans ses dessous au point d'Alençon.

"La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes de l'homme."

Albert Camus, au lendemain d'Hiroshima, Combat , 8 août 1945

Deuxième partie

Mon propos ne sera pas ici d'entrer dans des considérations techniques ou économiques sur le nucléaire mais bien de donner aux lecteurs quelques éléments qui lui permettront de se faire une idée plus précise des dangers encourus lors d'un accident grave dans une centrale nucléaire.

Le " risque zero " n'existe pas, ni dans le nucléaire ni ailleurs. Des technologies très avancées n'ont pu éviter des accidents. C'est le cas, par exemple, des navettes spatiales américaines et de l'aviation dans son ensemble. Cependant, ces accidents, même si on doit en déplorer les victimes, n'ont qu'une incidence limitée, dans l'espace et dans le temps. Dans le cas de l'industrie nucléaire, nous sommes là dans une autre dimension. Sans évoquer la problématique des déchets, un accident majeur, à un moment et à un endroit précis, peut produire ses effets sur des durées exceptionnellement longues² et sur de très grandes surfaces³.

Selon Martin Weitzman, un économiste américain " quand une probabilité faible, voire très faible, est associée à un risque illimité, que fait-on ? On met le calcul économique, les analyses coûts-avantages et les opérations d'actualisation qui vont avec au panier et on fait tout ce qui est humainement possible pour que cela ne se réalise pas "⁴. Hors, comme le risque zéro n'existe pas, la seule solution est de sortir du nucléaire.

Three Mile Island en 1979, Tchernobil en 1986, Fukujima en 2011 : trois accidents nucléaires qui ont marqué les esprits. Si le premier est au niveau de gravité 6 sur une échelle qui en compte 7⁵, les deux derniers sont au niveau 7 car ils ont eu pour conséquences d'émettre dans l'atmosphère (et dans l'océan pour Fukujima) d'importantes quantités de matières radioactives. A Tchernobil, l'accident a eu pour résultat une zone d'exclusion de 20 km autour de la centrale mais également de nombreuses zones d'exclusion éparpillées jusqu'à 260 km de la centrale, en fonction des vents dominants et des précipitations. Le sol de la ville de Fukujima, distante de 60 Km de la centrale japonaise, présente aujourd'hui une radioactivité de 2 à 4 fois supérieure aux normes maximales en vigueur au Japon⁶. Cette ville de trois cent mille habitants devrait donc être évacuée. S'il est encore beaucoup trop tôt pour faire un bilan des décès dus à la catastrophe de Fukujima, les chiffres divergent quant au drame de Tchernobil. Cent cinquante mille Km² de territoires (5 fois la Belgique) ont été déclarés " contaminés " pour une population de cinq millions d'habitants⁷. Les uns parlent de 45 morts, les autres de plus de neuf cent cinquante mille. Il y a cinq ans⁸, l'ONU estimait le nombre de victimes potentielles à quatre mille, Greenpeace évaluait une fourchette de décès en Russie, Biélorussie et Ukraine entre cent mille et quatre cent mille. Enfin, de nombreux scientifiques s'inquiètent aujourd'hui du sort des populations dans des zones qui seraient en dessous des normes reconnues. En effet, le nuage de particules produit par Tchernobil a recouvert une grande partie de l'Europe⁹. Un rapport américain¹⁰ parle d'un million de décès dans l'ensemble des pays touchés par ce nuage radioactif.

Quo qu'il en soit, que se passerait-il en Belgique et dans des pays limitrophes si un réacteur nucléaire (il y a 144 réacteurs nucléaires civils en Europe dont 7 en Belgique, 59 en France, 19 en Grande Bretagne et 17 en Allemagne)¹¹ venait à exploser ou du moins, s'il y survenait un accident qui provoquerait une dissémination de matières radioactives. J'ai pris pour cela deux données vues précédemment : une zone d'exclusion de 60 Km autour de la centrale, tel que c'est aujourd'hui envisagé au Japon et des zones d'exclusion réparties " en léopard " à partir de la centrale et sur une zone de 260 Km¹².

J'ai choisi pour cela deux centrales nucléaires belges, Tihange ; 3 réacteurs et Doel; 4 réacteurs.

Premier cas : zone d'exclusion de 60 km autour de la centrale. Pour Tihange : les villes de Liège, Namur, Verviers, Leuven, Hasselt, Genk, Eupen et Malmédy, Louvain-La-Neuve, St-Hubert, Wavre et Dinant mais aussi Maastricht et Acchen sont en zone d'exclusion.

Pour Doel : Antwerpen, Gent, Leuven, Bruxelles mais aussi toute la zeelande hollandaise, Breda, l'embouchure de la Meuse et de l'Escaut.

Deuxième cas, zones d'exclusion éparpillées en longueur, sur 260 Km, en fonction des vents dominants et des précipitations
Pour Tihange : une zone qui s'étend d'Amsterdam à Strasbourg au

sud, Calais à l'ouest et Frankfurt à l'est, en englobant toute la Belgique et toutes les villes de la Rhurgebiet¹³ en Allemagne. Pour Doel : d'Amsterdam au nord à Paris au sud et de London à l'ouest à Dortmund à l'est.

Certes, dans ce deuxième cas, il ne s'agit pas d'un périmètre d'exclusion qui engloberait toutes les villes et régions citées mais d'une surface, qui compte dans tous les cas une très grande densité de population, qui serait potentiellement touchée par des zones d'exclusion, jouxtées elles-mêmes, comme à Tchernobyl, par des zones de contrôle permanent. On imagine ce que cela créerait comme drames humains directs mais aussi indirects par le déplacement de millions d'individus, l'effacement de zones économiques de la première importance (La Rhurgebiet, Antwerpen et son port, London, Bruxelles ou Paris) avec des retombées économiques et sociales majeures pour l'ensemble de la planète. Il faut ajouter à cela la perte d'un patrimoine naturel, agricole, culinaire, architectural et plus globalement culturel inestimable.

Dans les deux cas de figure, je n'ai envisagé que les zones d'exclusion, établies selon des mesures fixées par des normes internationales ou nationales. Je n'ai donc pas tenu compte de l'ensemble des zones survolées par le nuage.

En ce qui me concerne, je ne peux qu'envisager la sortie du nucléaire. Il devra s'agir d'une volonté mondiale, principalement pour deux raisons. D'une part, un pays pourrait très bien sortir du nucléaire et acheter à ses voisins de l'électricité produite par des centrales nucléaires. Il ne s'agirait alors que d'un effet d'annonce des politiques envers la population. Deuxièrement, vu l'étendue géographique des impacts globaux (sur la santé, la situation économique et sociale, sur la perte de pans entiers de la culture,...) d'un accident majeur, la sortie du nucléaire nous concerne tous.

**Eric VERMEERSCH
juillet 2011**

Pour en savoir plus

Les zones en plan d'urgence en Belgique :
<http://www.risquenucleaire.be/sites-nucleaires>

Les hibakusha :
http://www.lesoir.be/dossiers_speciaux/special6/2011-03-18/la-angoisse-des-hibakusha-829011.php Les effets sur la santé :
<http://www.lefigaro.fr/sante/2011/03/16/01004-20110316ARTFIG00740-comprendre-la-radioactivite-en-cinq-questions-cles.php>

Traitement des personnes irradiées
<http://www.pompiers.fr/index.php?id=297>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Syndrome_d'irradiation_aigu%C3%AB

Un témoignage très fort d'un rescapé d'Hiroshima :
http://www.dissident-media.org/infonucleaire/temoig_dr_hachiya.htm

Un film sur les liquidateurs de Tchernobyl :
<http://www.universcience.fr/fr/science-actualites/films-wl/1248100317633/le-sacrifice-un-documentaire-de-vladimir-tchertkoff/>

La réaction d'un " patron " du nucléaire :
http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/05/24/fukushima-ne-remet-pas-en-cause-le-nucleaire-selon-le-patron-d-edf_1526539_3234.html

La réaction d'un ancien décideur : interview de Leo Tindemans :
http://www.lesoir.be/dossiers_speciaux/special6/2011-04-04/la-science-allait-sauver-la-planete-832244.php

Sur l'avenir économique et industriel du nucléaire :
" Nucléaire, l'impasse industrielle ". Alternatives Economiques n° 303, juin 2011, p.55

Et encore : Wikipedia regorge d'articles bien faits : centrale nucléaire, Tchernobyl, accidents nucléaires, radioactivité, Fukushima,...

1. Victimes irradiées des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, encore aujourd'hui considérées comme des parias dans la société japonaise.

2. Pour Tchernobyl : 900 ans au minimum et...48.000 ans pour que toutes traces de la catastrophe soient effacées.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_d%27exclusion_nucl%C3%A9aire le 23.06.11

3. Idem ci-dessus

4. Denis Clerc in Alternatives Economiques, Apprentis sorciers, p.98, avril 2011.

5. http://fr.wikipedia.org/wiki/C%C3%89chelle_internationale_des_%C3%A9missions_nucl%C3%A9aires le 07.07.11

6. http://www.20minutes.fr/article/753299/radioactivite-fukushima-quatre-fois-supérieure-norme_le_07.07.11

7. " Et soudain, ce fut la nuit de l'apocalypse " Le Soir, 23, 24 et 25 avril pages 12 et 13.

8. Idem

9. http://www.irsn.fr/FR/base_de_connaissances/Installations_nucleaires/La_surete_Nucleaire/Les-accidents-nucleaires/accident-tchernobyl-1986/con

10. " Et soudain, ce fut la nuit de l'apocalypse " Le Soir, 23, 24 et 25 avril pages 12 et 13.

11. Calculs personnels sur base du tableau :
http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_r%C3%A9acteurs_nucl%C3%A9aires le 07.07.11

12. http://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_d%27exclusion_nucl%C3%A9aire le 07.07.11

13. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Ruhr_\(r%C3%A9gion\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Ruhr_(r%C3%A9gion)) le 07.07.11

10^e Chroniques du numérique

Chroniques du numérique se penche sur des sujets " chauds " de la société de l'information et des médias. Sur des faits, des situations et des questions qui interpellent ou devraient interpeller. Avec un regard parfois léger, souvent amusé, toujours critique.

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

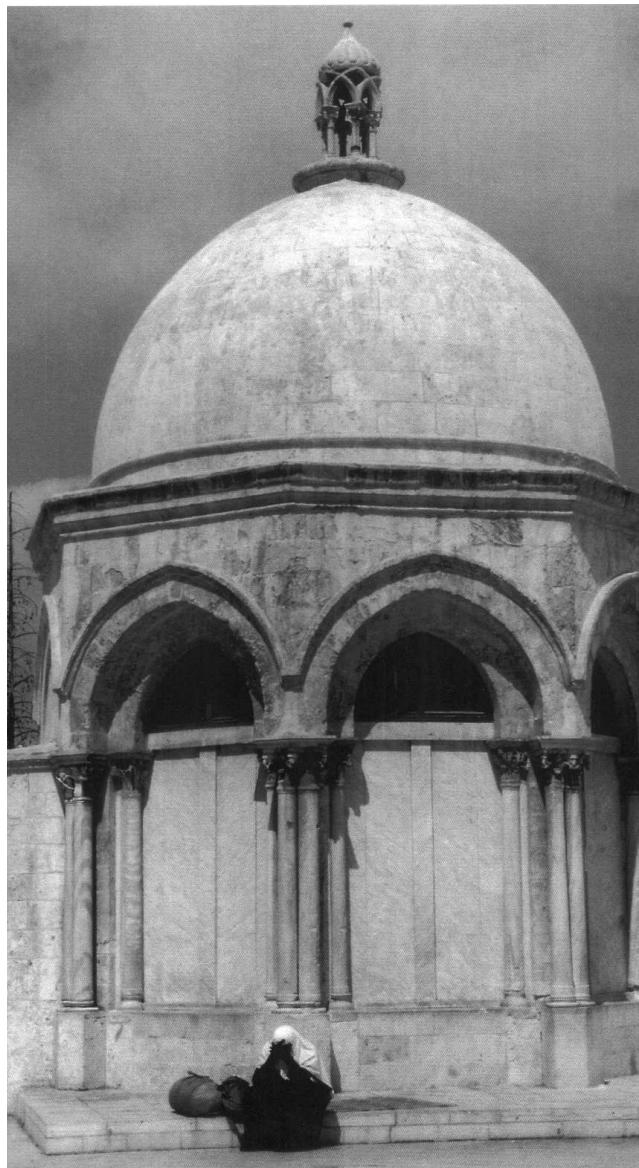
Internet est-il révolutionnaire ?

Des espaces de liberté, de rébellion au sein de la blogosphère. Un média à nul autre pareil, capable en Tunisie et en Egypte de renverser un pouvoir et en Italie de donner 42 élus au parti en ligne de Beppe Grillo. C'est dans ce contexte qu'Evgeny Morozov publie un livre intitulé " l'illusion du net ". Le chercheur biélorusse est sceptique quant à la dimension révolutionnaire du Web.

C'est en janvier dernier, aux Etats-Unis, qu'Evgeny Morozov a publié un livre intitulé " The Net Delusion : The Dark Side of Internet Freedom ". Selon lui, le cyber-activisme flirte souvent avec l'utopie. Pire encore, si Internet a quelquefois aidé les peuples opprimés à se libérer de leur joug, il reste un instrument privilégié pour conforter les pouvoirs en place et permettre un contrôle des individus de plus en plus pointu et personnalisé. Devenir fan, partager, double-cliquer sur " j'aime ", " twitter " et " retwitter " des informations n'aide pas à faire la révolution. Au contraire, constate amèrement Morozov, la facilité avec laquelle on peut " soutenir " une cause sur les réseaux sociaux a comme résultat inverse de donner bonne conscience à des internautes toujours aussi frileux. Le Web aide à dépolitiser les masses et il est tout sauf certain selon le chercheur qu'ouvrir l'accès au Net provoque chez les internautes une ruée vers les sites d'Amnesty International ou de Human Rights Watch. " Les outils anticensure que Washington veut promouvoir serviront aussi à accéder à des sites pornographiques ou à pirater des films d'Hollywood ", explique le chercheur dans l'édition en ligne du 5 mars 2011 du journal français Libération.

Web & dictature, un couple parfait ?

Pour Morozov, la technologie n'est pas, intrinsèquement, bonne pour la liberté. Et si, en Tunisie ou en Egypte, les réseaux sociaux ont servi le camp des dissidents, ils ont été utilisés en Iran par le pouvoir en place qui a collecté sur le site de partage des illustrations Flickr des photos des manifestations et les a publiées sur des sites officiels afin d'identifier les contestataires. Au Soudan, les services secrets ont lancé des appels à de fausses manifestations afin de voir et d'arrêter qui descendrait dans la rue. Les technologies de contrôle et de construction de profils de plus en plus pointues utilisées pour cerner le comportement des internautes à des fins de marketing peuvent aussi être utilisées pour contrôler les opinions. Pour Morozov, les dissidents s'exposent en milituant sur des réseaux sociaux qui vont être contrôlés en priorité par les pouvoirs en place. De surcroît, Internet est le média de propagande par excellence. " La Chine ou la Russie ", explique-t-il toujours dans Libération, " pratiquent



aussi une propagande en ligne qui peut parfois être plus efficace encore que la censure. Si un blogueur chinois accuse un édile local de corruption, plutôt que de supprimer son post, les autorités peuvent activer des blogueurs progouvernementaux : ils vont le discréditer, insinuer que ce mécontent agit pour le compte de la CIA, de l'Occident, du Mossad ou de je ne sais qui encore. La Chine a des armées de blogueurs, spécialement formés par le gouvernement. En Russie, quelques personnalités proches du pouvoir, comme Konstantin Rykov qui est maintenant élu à la Douma, ont constitué de vrais empires des nouveaux médias. Ces régimes ne se laisseront certainement pas surprendre par Facebook comme Moubarak a pu l'être."

Du petit pas au petit clic

Alors Internet outil révolutionnaire ou média au service du pouvoir ? L'activiste et intellectuel du Web canadien Cory Doctorow répond, dans un article publié dans le Guardian, à Evgeny Morozov. Pour lui, Internet, au contraire de la télévision, est un média actif, qui permet -parfois- au citoyen de s'engager progressivement dans des actions de plus en plus importantes, comme c'est d'ailleurs le cas dans la vie réelle : " Je constate que tous les vétérans de l'activisme que je connais ont commencé en effectuant un geste simple, de peu d'envergure, puis ont progressé. " Si le Web est le royaume du futile, il est aussi un espace unique d'action et de diffusion : " Il est vrai qu'Internet a mis à portée de clic plus de futilités que jamais auparavant, mais c'est simplement parce qu'il a mis à portée de clic davantage de tout. Il n'a jamais été aussi simple qu'aujourd'hui de publier, lire et participer à des discussions sérieuses et argumentées. Et même s'il existe une centaine ou un millier de Twitters futiles pour chaque blog sérieux et pertinent, il existe davantage de points d'entrée pour des discussions sérieuses - que ce soit sur des blogs, des forums, des services de vidéo, ou même sur Twitter- qu'il n'y en a jamais eu auparavant dans toute l'histoire de l'humanité".

Contrôle de l'individu

Bien sûr, les techniques de contrôle, de censure et de propagande en ligne sont de mieux en mieux huilées. Mais constate, Doctorow, cela n'a jamais échappé à personne. " Quand Morozov parle de menaces pour la sécurité des dissidents lorsqu'ils utilisent Facebook- ce qui revient à faire de jolies listes de dissidents prêtes à être utilisées par les polices secrètes des Etats oppresseurs- il le fait sans jamais mentionner le fait que, de longue date, des avertissements pressants sur ce sujet ont été lancés par l'avant-garde des " cyber-utopistes ", incarnée par des groupes comme l'Electronic Frontier Foundation, NetzPolitik, Knowledge Ecology International, Bits of Freedom, Public Knowledge, et des dizaines d'autres groupes de pression, d'organisations activistes et de projets techniques dans le monde entier. " Et Doctorow d'évoquer aussi les nombreux mouvements de défense de la liberté du Web, tels que les cypherpunks, qui, depuis des dizaines d'années, développent et distribuent des outils de cryptographie permettant d'échapper aux outils de contrôle en ligne. Selon Doctorow, il est nettement plus facile de crypter un message que de le décrypter. Alors oui, la cyber dissidence constitue un risque, mais tout acte de résistance aussi, et le Net dispose d'outils efficaces capables de dévier la censure et de se protéger : " En pratique, cela signifie que des individus disposant de peu de ressources et des groupes dotés de vieux ordinateurs bon marché sont capables de tellement bien chiffrer leurs messages que toutes les polices secrètes du monde, même si elles utilisaient tous les ordinateurs

jamais fabriqués au sein d'un gigantesque projet s'étalant sur plusieurs décennies, ne pourraient jamais déchiffrer le message intercepté ".

Gagner du temps pour changer le monde

Oui Internet est et sera utilisé pour contrôler la parole publique. Mais, constate Doctorow, pour la première fois, les dissidents et les résistants disposent des mêmes outils que le pouvoir en place. Des outils au pouvoir de démultiplication immense. Pour le dire plus simplement, Internet peut faire gagner du temps, un temps précieux pour changer le monde : " En tant qu'activiste politique durant toute ma vie, je me souviens des milliers d'heures de travail que nous avions l'habitude de consacrer à l'affichage sauvage, au remplissage d'enveloppes ou aux chaînes téléphoniques simplement dans le but de mobiliser les gens pour une manifestation, une pétition ou une réunion publique. Je suis convaincu que si nous avions eu la possibilité d'informer des milliers de gens d'un simple clic de souris, nous ne serions pas ensuite rentrés tranquillement chez nous. Ce travail besogneux engloutissait la majeure partie de notre temps et de notre capacité à imaginer de nouvelles façons de changer le monde. "

En conclusion, Internet est autant un risque qu'une opportunité. Et donc oui, les propriétaires des réseaux sociaux ont pour principale vocation de monétiser les us et coutumes de leurs fans. Et donc oui, les Etats cherchent et chercheront à réguler et à " moraliser " le Web. Et donc oui, Facebook et Twitter ne permettent pas (encore) aux dissidents d'utiliser des pseudonymes pour se protéger. Et donc oui, Google poursuivra sa logique de collecte et de globalisation des données en temps réel. Et donc oui, l'Internet mobile est plus propice à la cyber surveillance que l'Internet fixe. Et donc oui, Apple et Microsoft conçoivent des applications propriétaires dont le fonctionnement échappe au consentement de leurs propriétaires. Alors ? Alors il faut favoriser les logiciels libres et ouverts. Alors il faut soutenir le développement d'outils garantissant des communications et un anonymat toujours plus sécurisés. Alors il faut bétonner l'Internet mobile. Alors il faut réfléchir et lutter contre la criminalité croissante sur Internet qui pousse les gens à accepter plus de contrôle. Alors il faut travailler à modéliser les pratiques et actions de cyber-résistance qui " marchent ". Alors, il faut développer l'éducation aux médias. Si le pire existe sur Internet, il faut prendre en charge le meilleur : c'est tout simplement une question d'équilibre.

Jean-Luc MANISE

Sources & Infos

Interview de Evgeny Morozov dans le journal Libération :
<http://www.liberation.fr/monde/01012323705-le-net-instrument-de-liberation-et-d-oppression>

Traduction de l'article de Cory Doctorow " We need a serious critique of net activism " publié dans le Guardian du 25 janvier 2011 :
<http://www.framablog.org/index.php/post/2011/01/27/activism-e-internet-cory-doctorow>

24 Parcours du formateur

Comment devient-on formateur ? Pourquoi s'engager sur ce chemin ? Quels sont les enjeux personnels et collectifs qui les animent ? Chaque trimestre, nous vous livrons l'interview, brut de décoffrage, de formatrices et de formateurs qui bâtiennent aujourd'hui l'action socioculturelle de demain.

Pour ce numéro, nous avons rencontré **Maud VERJUS** formatrice au CESEP et au GAFFI.

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

C'est vrai, l'éducation permanente n'est pas confortable!

Entretien avec **Maud VERJUS**

FD : Quel est votre parcours professionnel ?

MV : C'est mon père qui a orienté mon chemin. J'ai grandi avec un papa qui me disait qu'il est important de se pré-munir des réflexions monolithiques et simplistes, qu'il n'y a pas de solutions simples à des choses complexes. En secondaire, j'ai fait les sciences sociales et j'ai beaucoup aimé le regard que l'on portait sur les choses. A la fin de mes secondaires, je voulais faire la sociologie, ce que ma prof de sciences sociales m'a déconseillé en me disant que je n'avais pas les reins pour aller à l'université et sur ses conseils, je me suis renseignée sur les écoles d'assistants sociaux. Mais à chaque fois que je lisais les programmes de cours, je regardais ce qu'il y avait comme cours de sociologie; mon père m'a encouragée à m'inscrire en sociologie en me disant que ça valait la peine d'essayer. J'avais entendu parlé des Facultés universitaires Saint-Louis qui est une université à taille humaine. Et évidemment, j'ai adoré ces études qui questionnent la réalité : c'est quoi ce qu'on vit ?, dans quoi on est ?, pourquoi cela se passe comme ça ?... Après ma licence, ma soif de théorie était satisfaite, j'avais des grilles de lecture dans la tête pour comprendre une partie de la réalité. J'ai ensuite décidé de m'orienter vers le travail social. J'ai eu envie de me confronter à la pratique, j'en avais plein la tête mais peu dans les mains. Contrairement à beaucoup de personnes qui sortent d'une licence en sociologie, je ne me posais pas la question de l'intérêt d'avoir fait ces études, je me sentais bien outillée mais uniquement intellectuellement. J'ai donc fait une année à l'Institut Cardijn et une année à la rue de la Poste¹, c'est là que mon franc est tombé à propos de l'éducation permanente. En fait j'avais intégré les valeurs de l'éducation permanente et ses "mots cochons" depuis longtemps grâce à mon père et à mon parcours scolaire. En troisième année d'assistant social, ça a été la révélation : j'ai enfin pu mettre des mots sur une façon de voir les choses et la société, une philosophie que j'avais en moi depuis longtemps. J'ai fait un travail pour un cours sur l'éducation permanente que je venais d'identifier et pour agrémer ce travail Danièle Peto qui travaillait au CESEP, m'avait conseillée d'aller parler avec Morfula Tenecetzis². De fil en aigu-

ille j'ai été engagée au CESEP. Je ne me voyais pas du tout dans la formation, j'avais 25 ans, je ne me trouvais pas de légitimité pour être face à un groupe de gens de terrain. Danièle Peto m'a encouragée en me disant que j'en étais capable, que j'avais le bagage intellectuel pour le faire et pour le reste ... elle m'a dit de faire confiance au CESEP et que cela marcherait ! Par ailleurs, depuis trois ans je travaille à mi-temps au GAFFI³ dans la formation en insertion socioprofessionnelle. Je suis très contente d'avoir les deux versants du Carré infernal, le GAFFI me permet également d'avoir le regard de première ligne, à savoir ici, des femmes immigrées en formation.

FD : Que faites-vous au CESEP ?

MV : J'ai été spécialement engagée pour travailler sur le BAGIC⁴. Le BAGIC est une formation politique à destination des coordinateurs du champ socioculturel mais elle est également accessible pour les animateurs du secteur qui souhaitent mettre sur pied un projet dans une perspective d'éducation permanente. Pour moi, c'est une formation qui nous aide à la fois à réfléchir sur ce que l'on veut comme société, sur ce que l'on veut comme changement. Mais aussi, c'est une formation qui nous aide à nous questionner sur notre pratique. Elle permet de s'axer sur la question du "pourquoi" plutôt que du "comment". Beaucoup de praticiens du social et du socioculturel viennent avec des "comment". Cette question est tout à fait pertinente, seulement la réponse ne peut être légitime que si on a d'abord questionné le "pourquoi". Mon rôle au sein du BAGIC est l'accompagnement pédagogique des stagiaires tout au long de la formation; c'est une formation longue qui demande un vrai investissement de leur part. J'assiste à l'entièreté des séminaires et je suis également tout le parcours et les différentes étapes des travaux à réaliser. En première année, il y a la monographie qui est une mise à plat de l'organisation et du secteur dans lequel le stagiaire agit, ce qui permet une mise en question. En deuxième année, il s'agit d'un travail autour d'un projet que la personne veut porter sur base de ses constats, dans le champ socioculturel.

FD : Vous travaillez à la fois en insertion socio-professionnelle et en éducation permanente ; quelles sont les interactions ?

MV : Je me sens beaucoup plus proche de la philosophie et des méthodologies de l'éducation permanente que de l'insertion socioprofessionnelle. Pour moi, l'insertion socioprofessionnelle n'a d'intérêt que si on y inclut une démarche d'éducation permanente. Je vais dire quelque chose qui pourra sembler très dur, l'ISP répond à des soucis de société, des problèmes d'emploi mais c'est une emplâtre sur une jambe de bois. Si on fait de la formation pour que ces personnes trouvent un emploi précaire, à savoir des temps partiels, des horaires coupés, ... ce n'est pas intéressant. Ca n'a pas de sens. Le rôle que je m'attribue en ISP c'est d'amener une réflexion sur le " pourquoi " de la situation des stagiaires. On voit ce qu'est la société aujourd'hui, quels sont ses enjeux et ce qu'est l'ISP aujourd'hui et pourquoi elle n'existe pas il y a trente ans. J'essaye de leur faire comprendre que si elles ne trouvent pas de boulot ce n'est pas forcément de leur faute. C'est une manière pour moi de déculpabiliser les gens. Evidemment qu'elles ont une part de responsabilité mais il faut qu'elles soient conscientes que tout ne vient pas que d'elles mais aussi d'un dysfonctionnement de la société. Je suis persuadée que si elles avaient accès à un emploi décent, la plupart de nos stagiaires travailleraient.

FD : Quelle est votre définition de l'Éducation Permanente? Pourquoi avoir choisi de travailler dans un organisme d'Éducation Permanente ?

MV : J'aimerais repartir de mon idée de complexité de tout à l'heure, faire de l'éducation permanente c'est aborder la complexité et ne pas être dans des résolutions simplistes. C'est une manière de se rendre compte que la réalité est multidimensionnelle, on ne peut pas expliquer une chose par une réponse simple comme on en trouve souvent dans les journaux ou à la télévision. L'éducation permanente permet d'entrer dans cette logique de se dire qu'il faut aborder les choses par toutes ses facettes. L'éducation permanente c'est une manière de voir le monde, une philosophie, un processus, des méthodologies, c'est une manière critique de voir la société. Et quand je compare avec le processus du BAGIC cela correspond tout à fait : on déconstruit, on complexifie et on reconstruit quelque chose de plus juste, de moins simple. Le BAGIC fait vivre le processus d'éducation permanente aux stagiaires afin qu'ils puissent aller au-delà de leurs évidences, de leurs intuitions. Un stagiaire a récemment utilisé une métaphore que je trouvais très parlante, pour lui au BAGIC pendant la première année on fabrique les briques, on fait le ciment et on produit l'eau et en fin de deu-

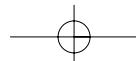
xième année non seulement on se rend compte qu'on a construit tout ce matériel mais aussi que la maison prend forme! Je trouve ça une belle image. Personnellement, ce que je trouve magique dans cette formation c'est quand on voit les illuminations dans les yeux des stagiaires, on voit qu'ils comprennent des choses, qu'ils remettent les cases dans le bon ordre. Il y a souvent de la résistance, c'est toujours dur d'analyser mais quand le déclic se fait, c'est fabuleux. Au bout du processus, les stagiaires partagent un jargon et un ensemble de concepts et des grilles d'analyse qui leur permettent d'envisager les choses de manière beaucoup plus clairvoyante et complexe. C'est génial !

FD : Quelles sont les spécificités du formateur en Éducation Permanente, doit-il forcément être militant ?

MV : Je dirais que le formateur en éducation permanente doit être un militant en toile de fond. Il faut qu'il ait un cadre de conduite balisé par des valeurs pour un projet de société plus juste, il doit être convaincu des valeurs progressistes que prône l'éducation permanente. Il faut un fil rouge qui fait qu'il ne va pas défendre n'importe quoi.

FD : Quelles sont les nouvelles formes de militance, d'engagement ?

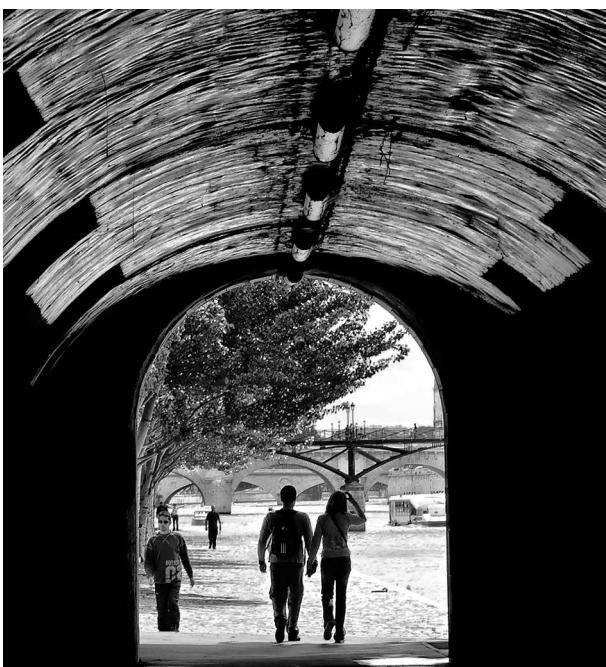
MV : J'aime bien la question de l'engagement et de la militance car cela cristallise beaucoup de discours actuels et surtout des évidences. Ça a été le point de départ d'une étude que j'ai réalisée pour le CESEP. On entend souvent les gens du secteur de l'éducation permanente, et d'autres d'ailleurs, dire : " l'engagement ce n'est plus comme avant, ça n'existe plus ". Je trouve que c'est un bon point de départ pour questionner ce type de réflexion que je trouve simpliste. Si on réfléchit à la question de l'engagement et que l'on observe ce qui se passe réellement, on constate que ce n'est pas vrai. Aujourd'hui, l'engagement prend des formes différentes. Les formes de l'engagement suivent l'évolution de la société. En 2011, on ne s'engage plus comme il y a 50 ans, à travers de grosses " structures monolithiques " et hiérarchiques que sont les syndicats, les mutuelles,... même si ce sont des structures qui ont encore énormément de sens et de pertinence. A l'heure actuelle, les formes sont de plus en plus diversifiées et la complexité vient du fait que ces différentes formes se croisent, vont dans tous les sens et cela les rend peu lisibles. Un exemple d'engagement très actuel c'est évidemment le mouvement des " indignés⁵ ". Il y a aussi la nouvelle méthodologie du socioartistique qui correspond à de nouvelles manières de voir les choses. Chez les nouvelles générations de travailleurs socioculturels, il y a beaucoup de créativités nouvelles. Parmi les stagiaires du BAGIC je constate qu'ils ont envie de faire autrement. Le grand défi de



l'éducation permanente est d'arriver à s'adapter à ces nouvelles formes. Pour moi l'éducation permanente ne sera jamais démodée sur le fond mais par contre il faut faire évoluer sa forme. La société et la façon dont elle est gérée auront toujours besoin d'être questionnées au travers des valeurs progressistes. Le secteur fait preuve d'humilité aujourd'hui en se questionnant, il y a beaucoup de réflexions autour de son évolution. Il faut que cette philosophie puisse vivre au sein des nouvelles formes d'engagement. Pour moi, l'éducation permanente est cruciale dans la société actuelle où il y a de plus en plus de précarité. On a besoin de dire aux gens qu'un changement est possible mais avant cela il y a des étapes à passer : la compréhension de la situation dans laquelle on est, pouvoir se rassembler, se rencontrer sur des questions communes et réfléchir à comment ensemble changer les choses. Imaginer le changement a toujours un sens et reste nécessaire.

FD : Quelles sont les difficultés à former à l'action collective dans une visée d'éducation permanente ?

MV : L'action collective dans cette perspective c'est la rencontre d'individus ou de groupes autour d'enjeux communs, lorsque ce groupe agit en vue d'un changement destiné à tous. C'est une très belle idée mais elle est difficile à mettre en œuvre. Je pense que beaucoup de gens adhèrent et participent



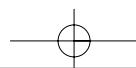
aux idées de l'éducation permanente mais parfois en ne mettant pas ces mots dessus. Par contre, dans le quotidien des gens, on se rend compte que l'individualisme est profondément ancré, ça se reflète dans les attitudes, notamment de nos stagiaires en formation. Il est très difficile de passer de l'idéologie à la réalisation concrète. Aujourd'hui les formes d'engagement font écho à des idées que l'on porte soi-même, elles sont en lien avec des enjeux que l'on défend à certains moments. Les formes d'engagement sont donc éphémères, sporadiques. Toute la question est de savoir si on peut concilier ce type d'engagement avec des actions à long terme. Est-ce que l'action collective peut se faire de manière ponctuelle? Je pense que oui, on le voit notamment avec les Indignés et surtout avec le Printemps arabe⁶.

FD : Le mot de la fin ?

MV : L'éducation permanente n'est pas confortable, elle oblige à se poser des questions et à remettre en question mais une fois qu'on y a goûté et que l'on se rend compte que le changement est possible on ne sait plus faire demi-tour! Ca procure un tel sentiment de liberté d'imaginer le changement et de s'y coller! D'autant plus qu'il y a une nécessité sociétale de garder cette fonction vivante.

**Propos recueillis par Florence Darville
le 24 juin 2011 à Saint-Gilles**

1. ISFSC : Institut supérieur de formation sociale et de communication
2. Coordinatrice du centre de formations des cadres socioculturels au CESEP (CFCC)
3. GAFFI : Groupe d'animation et de formation pour femmes immigrées : " Promouvoir l'autonomie et la responsabilité des personnes de différentes cultures..." Aussi section locale de l'Asbl Culture et Développement, reconnue dans le cadre de l'éducation permanente, le GAFFI est né dans un contexte lié à l'immigration et a développé des projets pédagogiques, sociaux et culturels avec les femmes et les enfants, dans le quartier Nord de Bruxelles.
4. BAGIC : Brevet d'aptitude à la gestion d'institution culturelle, formation du CESEP reconnue par la Communauté française.
5. Le mouvement des Indignés ou Mouvement 15-M est une série de manifestations pacifiques spontanées menées en Espagne à partir du 15 mai 2011, totalisant jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes, nées sur les réseaux sociaux et initiées par le mouvement et le site iDemocracia Real Ya! (Une vraie démocratie, maintenant), qui a obtenu l'appui de plus de 200 petites associations.. Ce mouvement inédit par son ampleur et ses revendications se poursuit encore actuellement et s'étend en Europe.
6. Le Printemps arabe (en référence au " Printemps des peuples " de 1848), ou révoltes arabes, est un ensemble de mouvements révolutionnaires nationaux ayant touché de nombreux pays du monde arabe (2010-2011). On parle aussi de " réveil arabe ".



Ailleurs

27

Par Daniel ADAM - Compagnie Maritime

LIRE

Au menu de la rentrée, vous avez le choix entre 654 romans, nous dit-on. Tant mieux. Raison de plus pour plonger dans ce qui est sorti il y a peu mais qui risque bien d'être noyé sous les piles de nouveautés. Il en va de la littérature comme de la musique. Ce n'est pas parce que Schubert a cessé de composer qu'on n'a plus envie de l'écouter...

Au **Cerisier**, décidément une excellente maison, le très vivifiant **Julien Lahaut vivant**, de Jules Pirlot, qui retrace l'action et l'esprit visionnaire de cet homme hors du commun, résistant, déporté, qui fût assassiné le 18 août 1950, six jours après avoir crié "Vive la république" lors de la prestation de serment de Léopold III. A lire pour ne pas oublier. **La mémoire aux alouettes**, de Paul Meyer et Anne Michotte, est un scénario fabuleux du dernier film qu'il ne réalisera jamais. Où tout tourne autour de la mémoire, de ce qui fût, de ce qu'on croit qui a été, et qui quelques fois n'est que le souvenir d'une vie inventée. Magnifique ! **Mauvais genres, mauvaises lectures**, mauvaises gens, de Jean-Marie Rosier, casse cette idée culturellement bien pensante : il y a de bonnes et de mauvaises lectures, des sérieuses et des légères. Fouillé. Carmelo Virone propose **Des nouvelles du jardin et autres histoires locales**. Entre humour serré et mélancolie douce, de joyeux moments de flottements. Vous m'en direz des nouvelles. Et allez sur leur site, il y a plein de bouquins intéressants, je vous assure - www.editions-du-cerisier.be

Chez **Couleur Livres**, Mitterrand, la continuité paradoxale. Hugues Le Paige, grand questionneur du Président, poursuit ses réflexions et sa fine analyse de Mitterrand à côté de qui, remarque toute personnelle, ses successeurs font figures d'histrions. Complètement passionnant à lire.

Aden éditions nous propose un **Petit dictionnaire amoureux des socialismes**. Idée sympa de regrouper des personnalités politiques telles que J.Cornil, A. Demelenne, Y. Mayeur, Y. Samzun et O. Zrihen. A côté de ces quinquagénaires, Isabelle Gripa, jeune trentenaire, présidente du CNAPD, décline son dictionnaire avec plus de fougue et de combat, et c'est un réel bonheur de lire comment Simone de Beauvoir lui a donné "un sentiment de liberté inouïe".

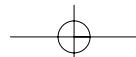
La Revue Nouvelle de mai-juin 2011 propose un dossier fouillé sur la vieillesse. Une manière de rappeler aussi notre spectacle de théâtre forum, **De trop ?**, qui est encore disponible cette saison.

Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, signaler aussi la revue **Politique** (n°70) de mai 2011, qui aborde la notion de patrimoine, entre poussière et commerce. Et puis j'ai eu le plaisir d'y être invité à écrire une nouvelle qui s'intitule "La seule chose qui manque", qui parle d'une certaine frontière linguistique...



THEATRE

Au rayon théâtre, **la Compagnie Maritime**, outre ses ateliers (dont une formidable expérience menée avec les travailleurs de Royal Boch dont je vous reparlerai), diffuse encore **Amours mortes**, théâtre forum autour des mariages forcés, **Appels en absence**, théâtre forum sur les violences conjugales chez les jeunes adultes, **Le Temps des Crises**, qui parle, comme son nom l'indique, de cette crise qu'on paye(ra), provoquée par des "banquiers" avides et véreux mais qui, aujourd'hui, rigolent ouvertement des mesures d'austérité alors qu'ils s'offrent de planteurs salaires et bonus. Non, mille fois non, le libre marché n'est pas l'ordre naturel ! Ces spectacles sont disponibles, certains sont activement soutenus par la Direction de l'Egalité des chances de la Fédération Wallonie Bruxelles (ouf, je ne me suis pas trompé), et ça c'est super. Bien sûr, qu'il y a un site, le voici - www.lacompagniemaritime.be Et il y a même un téléphone 064 677720



Recevoir notre périodique

Renouvez au plus vite votre abonnement.
Il est valable un an.

Pour connaître sa validité, vérifiez le numéro qui se trouve sur l'étiquette " Abonnement valable jusqu'au n°... " Savez-vous ce qui vous reste à faire ?
Il vous suffit de verser 4 € pour les particuliers et 10 € pour les organisations au compte du CESEP
n° 877-5094801-83
(avec le n° de l'étiquette ou vos nom et prénom)

Vos coordonnées figurent dans le fichier des correspondants du CESEP.
La loi sur la protection de la vie privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous concernant dans le fichier ou de ne plus y figurer.

Vous pouvez être tenu informé par notre NewsLetter, des dates de nos formations. Par ailleurs, le périodique est librement téléchargeable sur notre site : www.cesep.be

Nous contacter

Centre Socialiste d'Education Permanente
ASBL
rue de Charleroi 47 à 1400 Nivelles
tél. : 067/219 468 - 067/890 866
Fax : 067/210 097

Courriel : infos@cesep.be
www.cesep.be
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Coordination : Claire FREDERIC
Comité de rédaction : Claire FREDERIC, Jean-Luc MANISE, Morfula TENECETZIS
Comité d'écriture : Florence DARVILLE, Jean-Luc MANISE, Marjorie PATERNOSTRE, Cécile PAUL, Eric VERMEERSCH
Extérieur : Daniel ADAM, Sylvie-Anne GOFFINET, Céline MARTIN, Gérard de SELYS
Conception graphique et mise en page : Anouk GRANDJEAN
Impression : Imp. Delferrière NIVELLES - Tiré à 14.850 ex.
Editeur responsable : Serge NOEL rue de Charleroi, 47 - 1400 NIVELLES

Ont collaboré à ce numéro : Bénédicte VANDENHAUTE, Ivan TADIC , Nicole BALLAS

Illustrations : Eric VERMEERSCH, Nathalie VANDENBERK

